



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. générale
18 mai 2011
Français
Original: anglais

**Comité pour l'élimination de la discrimination
à l'égard des femmes**
Quarante-huitième session
17 janvier-4 février 2011

**Réponse aux recommandations de suivi formulées dans les
observations finales du Comité comme suite à l'examen des
troisième et quatrième rapports périodiques de l'État partie
le 2 juillet 2008***

Lituanie

Introduction

1. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a examiné les troisième et quatrième rapports périodiques de la Lituanie (CEDAW/C/LTU/3 et 4) à ses 834^e et 835^e séances, le 2 juillet 2008.
2. Au paragraphe 94 de ses observations finales concernant la Lituanie¹, le Comité a prié la Lituanie de lui fournir, dans un délai de deux ans, des informations écrites sur les mesures prises pour appliquer les recommandations figurant aux paragraphes 75 et 81.
3. Le Gouvernement fournit les renseignements ci-après concernant la mise en œuvre des recommandations figurant aux paragraphes 75 et 81.

**Suite donnée aux recommandations figurant au paragraphe 75 des
observations finales: violence à l'égard des femmes**

4. L'élimination de la violence domestique à l'égard des femmes reste l'une des priorités à long terme en Lituanie et fait l'objet d'une attention accrue.
5. Élaboré et approuvé par le Gouvernement en juillet 2010, le projet de loi sur la protection contre la violence domestique a été soumis au Parlement en septembre 2010. La

* Conformément aux informations communiquées aux États parties concernant le traitement de leurs rapports, le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé au service de traduction de l'Organisation des Nations Unies.

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-troisième session, Supplément n° 38, deuxième partie, chap. IV, par. 57 à 95. Publié à l'origine sous la cote CEDAW/C/LTU/CO/4.*

majorité des députés ont voté pour et ont décidé d'examiner le projet en recourant à la procédure accélérée.

6. Le projet de loi est fondé sur une approche globale du problème complexe que constitue la violence domestique (prévention, protection des victimes, assistance et appui aux victimes, répression des auteurs de violence) et vise à lutter contre la violence physique, psychologique et sexuelle que toute personne peut subir de la part de son conjoint ou de son ex-conjoint, de tout autre membre de la famille ou d'un proche. La plupart des dispositions du projet sont conformes au projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la répression de la violence à l'égard des femmes et de la violence domestique. L'élaboration de la Convention devrait s'achever fin 2010.

7. Le projet de loi propose d'obliger les institutions de l'État et les municipalités, dans la limite de leurs compétences, à mettre en œuvre des mesures préventives d'éducation, de sensibilisation, d'information et de formation, etc., en coopération avec des organisations non gouvernementales (ONG) de femmes. Le projet de loi prévoit aussi l'adoption de sanctions préventives à l'encontre des auteurs de violence, telles que des avertissements officiels, l'obligation de quitter immédiatement les lieux si l'auteur des faits vit avec la victime, l'interdiction d'approcher la victime et de communiquer avec elle, l'obligation de suivre une thérapie, ainsi que l'application de sanctions dans la pratique. Une partie distincte du projet de loi porte sur l'assistance et l'appui aux victimes, notamment les services sociaux et l'aide psychologique, l'assistance légale, l'assistance médicale, l'information et la consultation, la fourniture d'un hébergement temporaire, si nécessaire.

8. Une fois adopté et mis en œuvre, le projet de loi devrait avoir un effet double. Premièrement, des campagnes d'information et de sensibilisation, des activités de formation et d'éducation et d'autres mesures préventives favoriseront une tolérance zéro vis-à-vis de toutes les formes de violence. Les sanctions préventives à l'encontre des auteurs de violence devraient contribuer à réduire la violence. Deuxièmement, le projet de loi garantira la sécurité des victimes et leur offrira une meilleure protection juridique ainsi qu'une assistance et un appui renforcés.

9. Le 22 décembre 2006, le Gouvernement lituanien a approuvé la Stratégie nationale en faveur de l'élimination de la violence à l'égard des femmes, dont les objectifs sont définis jusqu'en 2015. La Stratégie prévoit des plans d'action de trois ans. Le premier plan a été mis en œuvre en 2007-2009, et le deuxième concerne la période 2010-2012.

10. La Stratégie a pour principal objectif de réduire au niveau national, d'une manière cohérente, circonstanciée et systématique, la violence domestique à l'égard des femmes. Il s'agit notamment d'améliorer le cadre légal, de prévenir la violence domestique à l'égard des femmes, de fournir une assistance et un appui aux victimes de la violence domestique, d'établir une permanence téléphonique gratuite, d'intervenir auprès des auteurs de violence, d'organiser des campagnes d'éducation, d'information et de sensibilisation de l'opinion publique, d'améliorer la collecte de données et de renforcer les capacités institutionnelles.

11. Un certain nombre de ministères sont chargés d'adopter des mesures concrètes selon un calendrier donné. La plupart des mesures, en particulier celles visant la prévention de la violence, l'assistance et l'appui aux victimes, sont mises en œuvre en coopération avec des ONG, en particulier de femmes. Le Ministère de la sécurité sociale et du travail soutient chaque année, par voie d'appel d'offres, des projets d'ONG visant à prêter assistance aux victimes, notamment des consultations psychologiques et juridiques, des services sociaux et d'autres formes d'appui dont elles peuvent avoir besoin. Des ressources budgétaires distinctes servent à appuyer les activités des ONG, en particulier d'organisations de femmes qui luttent contre la violence. Les municipalités sont aussi invitées à participer à la mise en œuvre de mesures concrètes, en particulier d'assistance et d'appui aux victimes.

12. Le Ministère de la sécurité sociale et du travail, qui coordonne la mise en œuvre de la Stratégie, sur la base des rapports annuels fournis par d'autres ministères chargés d'adopter des mesures concrètes, soumet au Gouvernement un rapport annuel sur l'exécution de la Stratégie. Les rapports annuels sont publiés sur le site Web du Ministère. La mise en œuvre globale de la Stratégie devrait faire l'objet d'une évaluation finale.

Information sur la mise en œuvre des mesures concrètes

Mesures concrètes mises en œuvre en 2008

13. L'État a financé 29 projets d'assistance complexe aux femmes victimes de violence, qui ont été réalisés essentiellement par des ONG de femmes et par des institutions municipales. Une sélection a été effectuée par voie d'appel d'offres. Grâce aux projets menés, une assistance complexe a été fournie à 2 144 victimes. Elles ont bénéficié de consultations psychologiques et juridiques, de services sociaux, de services d'information et de conseil, de services d'hébergement temporaire et de restauration, ainsi que de produits de première nécessité, etc. En outre, un programme de formation a été mis en place à l'intention des employés et des bénévoles des centres d'urgence, qui s'occupent de la permanence téléphonique gratuite. Deux sessions de formation ont été organisées en 2008, avec la participation de plus d'une centaine de personnes.

14. L'État a financé les activités de 19 organisations de femmes visant à combattre la violence à l'égard des femmes. Ces organisations, sélectionnées par voie d'appel d'offres, ont organisé 9 conférences (550 participants), 95 séminaires (790 participants) et 39 débats (355 participants). Des travailleurs sociaux, des ONG, des représentants de la police et d'autres parties intéressées ont participé à ces manifestations, qui visaient à sensibiliser l'opinion publique aux problèmes de violence, en incitant chacun à combattre la violence, à ne plus la tolérer et à réduire ainsi son ampleur.

15. L'État a financé, par voie d'appel d'offres, neuf projets visant à intervenir auprès d'auteurs de violence qui sont déterminés à se défaire de leur comportement violent. Au total, 258 hommes ont bénéficié de consultations particulières avec des psychologues et des travailleurs sociaux, et ont participé à des thérapies de groupe. Par ailleurs, un manuel pratique sur les méthodes permettant de modifier les comportements violents a été élaboré, publié et distribué aux travailleurs sociaux, le but étant d'aider ces derniers et leurs collaborateurs à intervenir auprès des auteurs de violence. Le manuel a été distribué aux organisations qui travaillent avec des auteurs de violence et qui fournissent des services aux femmes victimes de violence.

16. En 2006, on a lancé une campagne de sensibilisation qui s'est poursuivie en 2007. En 2008, la campagne, lancée et financée par le Ministère de la sécurité sociale et du travail, a visé plus particulièrement les villes et les villages reculés. Les activités ont été menées par une organisation de femmes. Un logo et un slogan «Ne soyez pas indifférent à la violence» ont été créés et des affiches et des brochures publiées et distribuées. Nombre de séminaires, d'ateliers de formation et d'autres activités ont aussi été organisés à l'intention d'un large éventail de spécialistes. On a eu recours à un certain nombre de méthodes novatrices. Ainsi, on s'est servi de camions pour publier des affiches incitant les femmes victimes de violence à s'exprimer et à chercher de l'aide auprès des organisations compétentes. Ces camions se sont rendus dans des petites villes et des villages et ont distribué de petits articles dans des magasins, ce qui a permis à un grand nombre de personnes de voir les affiches condamnant la violence. Au total, 2 000 affiches et 5 000 brochures, encourageant les femmes victimes de violence à sortir de leur silence et à solliciter de l'aide, ont été distribuées aux habitants de petites villes et villages et aux employés de tous les centres d'urgence dans toutes les municipalités. Autre méthode novatrice, des experts mobiles, pour la plupart des praticiens expérimentés de centres

d'accueil d'urgence pour les femmes, se sont rendus dans des petites villes et des villages, et ont organisé des consultations, notamment juridiques, sur les moyens de reconnaître la violence, de faire face à des situations violentes, de saisir la justice, et d'obtenir une assistance ou un appui. Quelque 2 000 femmes ont bénéficié ainsi de consultations. Troisième méthode novatrice, le slogan et le logo de la campagne, ainsi qu'une affiche faisant la publicité pour la permanence téléphonique gratuite ont été apposés sur des emballages de produits courants, tels que la farine, le pain, etc., dans des petits villages. Ces produits ont été distribués par des magasins mobiles afin de diffuser aussi largement que possible des informations sur les moyens d'obtenir de l'aide. Dans les supermarchés plus importants des grandes villes, de petites vidéos, montrant le logo et le slogan de la campagne ainsi qu'une publicité pour la permanence téléphonique gratuite, ont été diffusées sur les écrans. Ainsi, la campagne de prévention a permis de toucher un plus grand nombre de personnes sur tout le territoire.

17. En 2008, 10 séminaires et stages de formation juridique ont été organisés dans sept comtés (Alytus, Tauragė, Utena, Vilnius, Telšiai, Panevėžys et Šiauliai). Les séminaires ont été suivis par 357 personnes (agents de police, personnel médical, travailleurs sociaux, pédagogues, représentants d'ONG et simples citoyens). Les participants ont abordé les thèmes suivants: la dimension sociale et psychologique de la violence, l'évaluation du cadre juridique, l'attitude de la société à l'égard des femmes victimes de violence, l'obligation de demander des comptes aux auteurs de violence, les problèmes théoriques et pratiques que posent l'établissement des responsabilités ainsi que les spécificités des affaires de violence.

18. Le Ministère de l'intérieur a créé et actualise régulièrement un site Web sur la violence à l'égard des femmes «Būk stipri» (Soyez fortes) en lituanien et en anglais (<http://www.bukstipri.lt/en/>). Ce site comprend des informations juridiques et d'autres informations, ainsi que des conseils pratiques, des statistiques et d'autres faits pertinents. Ce site Web, très populaire, a déjà été consulté par plus de 64 500 personnes.

19. L'arrêté n° 5-V-37 du préfet de police, daté du 21 janvier 2008, oblige les services de police à désigner des personnes pour s'occuper des cas de violence domestique. Chaque unité de police a donc nommé une personne responsable des questions relatives à la violence domestique, notamment de la coordination, de l'assistance, de l'information et de l'orientation.

20. On a par ailleurs renforcé les effectifs du centre commun d'urgence afin qu'il puisse répondre convenablement aux appels à l'aide de femmes victimes de violence domestique (numéro 112). En 2008, 20 employés du centre ont suivi des cours sur la communication et la psychologie dans des situations d'urgence critique, sur la base d'un programme de formation destiné aux spécialistes du centre commun. Ce dernier a adressé aux services d'urgence 10 828 appels à l'aide concernant des affaires de violence domestique.

21. Afin d'évaluer l'efficacité des textes de loi, on a procédé à une analyse des affaires pénales concernant des actes de violence domestique à l'égard des femmes en Lituanie. L'Institut de droit a procédé à une enquête, à une analyse logique et systémique des lois pénales internes (dispositions de fond et règles de procédure), à une analyse comparative de ces lois et de celles des États membres de l'Union européenne, ainsi qu'à une analyse logique et systémique des affaires de violence domestique.

Mesures concrètes mises en œuvre en 2009

22. L'État a financé 29 projets d'ONG de femmes et d'institutions municipales visant à fournir une assistance complexe aux femmes victimes de violence. Ces projets, d'un montant de 348 500 litai, ont été sélectionnés à l'issue d'un appel d'offres. Une assistance a été fournie à 1 548 victimes, qui ont bénéficié de consultations psychologiques et juridiques, de services sociaux, de services d'information et de conseil, de services

d'hébergement temporaire et de restauration. Elles ont aussi reçu des produits de première nécessité, etc.

23. L'État a financé les activités de 20 organisations de femmes visant à combattre la violence. Ces activités, d'un montant de 348 500 litai, ont fait l'objet d'un appel d'offres. En 2009, les organisations concernées ont organisé 11 conférences, avec la participation de 311 employés d'institutions qui luttent contre la violence à l'égard des femmes, travailleurs sociaux, membres d'ONG, et représentants de la police et du parquet. De même, 64 séminaires ont été organisés avec la participation de 687 travailleurs sociaux et bénévoles de différentes organisations qui souhaitent débattre de la question de la violence à l'égard des femmes. Se sont aussi tenus 45 débats et 106 réunions avec les représentants de diverses organisations de lutte contre la violence à l'égard des femmes. Des ONG ont pris part à 120 manifestations organisées par d'autres organisations.

24. L'État a alloué un montant de 87 000 litai à neuf projets consistant à intervenir auprès d'auteurs de violence. Grâce à ces projets, 97 personnes violentes désireuses de changer de comportement ont bénéficié de consultations psychologiques individuelles et de thérapies de groupe (soit un total de trois cent quatre-vingt-sept heures de consultation auprès de psychologues et trois cent soixante-six heures de thérapie en groupe «d'entraide»).

25. On s'est attaché à améliorer les compétences professionnelles des agents de police, des représentants des forces de l'ordre et d'autres institutions de l'État, ainsi que du personnel des établissements de santé, dans le domaine de la lutte contre la violence. Le centre de formation du Ministère de la justice a organisé un cours de formation de quatre heures sur la violence à l'égard des femmes. Trente-cinq juges et procureurs ont suivi le cours. L'école de police a organisé 10 séminaires sur la violence domestique dans tous les comtés. Y ont participé 164 agents de police (officiers de service, inspecteurs de district, membres de patrouille) qui s'occupent d'affaires de violence domestique. De même, 37 spécialistes du centre commun d'urgence ont été formés pour répondre aux appels à l'aide de femmes victimes de violence (numéro 112). En 2009, le système d'information du centre a reçu et adressé aux services compétents 5 967 appels à l'aide concernant des affaires de violence domestique.

26. Les résultats de la Stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes en 2010 figureront dans le cinquième rapport périodique qui sera soumis en 2011.

Ressources financières visant à garantir l'application effective de la Stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes

27. Toutes les mesures qui s'inscrivent dans le cadre de la Stratégie sont financées au moyen du budget de l'État. Les municipalités sont invitées à verser des contributions budgétaires pour financer les mesures, en particulier celles qui ont trait à l'assistance et à l'appui aux victimes. En raison de la récession économique, le budget alloué à l'exécution de la Stratégie a diminué en 2009 et en 2010, même si l'État a continué d'allouer des ressources aux domaines prioritaires telles que l'appui et l'assistance aux victimes, ainsi que l'aide financière aux ONG de femmes actives en matière de lutte contre la violence.

28. Au total, en 2007-2009, 3 959 000 litai ont été alloués à l'exécution de la Stratégie: 1 340 000 en 2007; 1 417 000 en 2008; et 1 202 000 en 2009. La majorité des ressources ont été allouées à l'assistance et à l'appui aux femmes victimes de violence, aux activités d'ONG de femmes actives en matière de lutte contre la violence, et aux interventions auprès des auteurs de violence. Les fonds restants ont servi à financer des activités de formation de spécialistes, des campagnes de sensibilisation, la permanence téléphonique gratuite et d'autres mesures.

29. En 2007 et 2008, un montant annuel de 500 000 litai a été alloué aux projets visant à fournir une assistance et un appui aux femmes victimes de violence. Un montant de 348 500 litai a été débloqué en 2009, contre 230 000 litai en 2010.

30. En 2007 et 2008, un montant annuel de 400 000 litai a été alloué pour financer les activités d'ONG de femmes; ce montant était de 348 500 litai en 2009, contre 118 000 litai en 2010.

31. En 2007 et 2008, un montant de 100 000 litai a été alloué aux interventions auprès des auteurs de violence; en 2009, ce montant s'est élevé à 87 000 litai.

32. Par ailleurs, les projets d'organisation de femmes visant à combattre la violence à l'égard des femmes, en partie financés par le programme DAPHNE de l'Union européenne, ont aussi été cofinancés par l'État, à hauteur de 30 litai en 2008, 30 en 2009 et 13 litai en 2010.

Protection des victimes de violence et accès à des foyers

33. Les femmes peuvent avoir accès à des foyers sûrs dans les 10 régions de la Lituanie. Au total, le nombre de places disponibles est supérieur à 300. Toutefois, le nombre de foyers n'est pas réparti de façon égale entre les régions. Les foyers les plus importants se trouvent dans les plus grandes villes (Vilnius et Kaunas), alors que les petites municipalités n'offrent parfois que deux ou trois places. La plupart des foyers sont gérés par des ONG, en particulier des organisations de femmes.

34. Afin d'élargir l'accès des victimes de violence aux services nécessaires, y compris à des foyers sûrs, des fonds structurels de l'Union européenne ont servi à développer les services sociaux. Ainsi, 22 municipalités (sur un total de 60) ont profité des fonds pour créer des centres polyvalents chargés de fournir des services aux familles à risque, y compris des services et des possibilités d'hébergement pour les femmes battues et leurs enfants. Au total, un montant de plus de 31 millions de litai a été utilisé grâce à des fonds structurels de l'Union européenne, avec un cofinancement des municipalités ou de l'État lorsque le projet était développé par des ONG. En outre, trois municipalités ont décidé de créer des centres d'accueil d'urgence pour les femmes. À cet effet, un montant de 3,4 millions de litai a été débloqué grâce à des fonds structurels de l'Union européenne, avec un cofinancement des municipalités ou de l'État lorsque le projet était développé par des ONG. Des projets de prévention de la violence par le biais de campagnes de sensibilisation et d'information ainsi que d'activités de formation, etc., devraient aussi être financés au moyen de fonds structurels de l'Union européenne.

35. Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes, le deuxième plan d'action pour 2010-2012 prévoit de réaliser des travaux de recherche en 2011 afin de cerner les besoins des victimes de violence, de recueillir leurs vues sur les services existants, d'évaluer l'accessibilité, l'efficacité, la qualité et la disponibilité des services, de recenser les problèmes qui se posent et de recommander des moyens d'améliorer l'assistance et l'appui aux victimes de violence.

Recherche et collecte de données sur la prévalence, les causes et les conséquences de la violence à l'égard des femmes

36. En 2009, les organes de la police territoriale et leurs unités structurelles ont enregistré 41 982 appels concernant des cas de violence domestique (contre 33 927 appels en 2008); les agents de police des unités de prévention ont examiné 11 071 (12 506 en 2008) plaintes et signalements de violence domestique dont 7 423 (8 066 en 2008) concernaient des actes de violence à l'égard des femmes; aucune enquête n'a été ouverte dans 4 149 cas de violence à l'égard des femmes (4 355 en 2008) alors que 647 enquêtes ont été ouvertes (680 en 2008) et 2 560 procès-verbaux ont été dressés pour violations du

Code administratif (art. 174, «Actes de vandalisme», art. 181 «Non exercice de l'autorité parentale ou exercice de l'autorité parentale contraire à l'intérêt de l'enfant» et art. 183 «Atteinte à l'ordre public», etc.).

37. En 2009, d'après les données des services informatiques du Ministère de l'intérieur, 321 femmes ont subi des actes de violence de la part de leurs conjoints, partenaires ou concubins (359 femmes en 2008), parmi lesquelles 131 femmes (158 pour 2008) de zones rurales; 96 femmes ont subi des actes de violence de la part de leurs enfants naturels ou adoptés (même nombre de femmes en 2008).

38. Une étude a été menée en 2008 afin d'évaluer l'ampleur de la violence domestique en Lituanie. Il s'agissait d'analyser et d'évaluer la prévalence de la violence domestique à l'égard des femmes, sous ses différentes formes, la façon dont les victimes et les auteurs de violence étaient traités, et la situation des victimes de violence domestique, ainsi que de procéder à des comparaisons par rapport aux précédentes études. Les objectifs étaient en particulier les suivants: analyser et évaluer la prévalence de la violence à l'égard des femmes; évaluer le nombre de femmes victimes de violence domestique en Lituanie, identifier et comparer les formes les plus répandues de violence domestique à l'égard des femmes et autres manifestations de violence domestique; recenser les facteurs qui favorisent la violence domestique à l'égard des femmes, évaluer la fréquence des appels à l'aide lancés par les femmes auprès de différentes institutions; évaluer la situation des victimes de violence domestique et leurs connaissances des services à leur disposition; et procéder à une analyse comparative par rapport aux études réalisées en 1997 et en 2002.

39. L'étude a pris la forme d'une enquête téléphonique effectuée auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 femmes, âgées de 18 à 74 ans, résidant en Lituanie. Les conclusions de l'étude ont confirmé que l'expérience de la violence était «transmissible». L'analyse des formes les plus fréquentes de violence à l'égard des femmes a montré que la violence psychologique était la plus courante. C'était cette forme de violence dont la majorité des femmes étaient victimes. Toutefois, au moins la moitié des femmes avaient aussi été victimes de violence physique. En règle générale, la violence revêt des formes multiples.

40. L'incidence de la violence à l'égard des femmes est identique dans tous les groupes sociodémographiques, quels que soient le revenu, le degré d'instruction, le lieu de résidence, etc. Toutefois, la moitié des victimes interrogées ont indiqué que leur agresseur était en général sous l'emprise de l'alcool.

41. La plupart des femmes avaient entendu parler des organisations qui prêtaient assistance aux femmes; une femme sur cinq environ connaissait le nom et les coordonnées de ces organisations. Toutefois, une victime sur trois a indiqué n'avoir jamais demandé de l'aide à une organisation ou à des proches.

42. Les résultats de l'étude ont non seulement montré l'ampleur de la violence, ses formes et d'autres caractéristiques mais aussi révélé des problèmes sous-jacents et anciens tels que la «transmission» de la violence de génération en génération et une perception erronée de ce phénomène, qui contribue à ce que la violence soit tolérée. Le fait que la violence est généralement un phénomène caché empêche les victimes et les auteurs de violence de demander de l'aide.

43. Les résultats de l'étude ont été présentés dans le cadre de la campagne annuelle intitulée «16 jours sans violence à l'égard des femmes». Le rapport intégral est disponible sur le site Web du Ministère de la sécurité sociale et du travail, sous la rubrique «Moksliniai tyrimai» (*Travaux de recherche scientifique*).

Suite donnée aux recommandations figurant au paragraphe 81 des observations finales: santé

Accès des femmes aux soins de santé, en particulier aux services de santé sexuelle et génésique

44. Les soins de santé sexuelle et génésique font partie intégrante des soins de santé primaires en Lituanie. Les soins de santé primaires sont accessibles à la majorité de la population. Des services de santé génésique gratuits sont fournis par les médecins de famille (généralistes).

45. Une femme peut directement consulter son médecin de famille pour toutes questions relatives à la planification familiale et à la santé sexuelle et génésique. En cas de problème, le médecin de famille peut conseiller à une femme de s'adresser à un gynécologue obstétricien.

Droit des femmes de décider du nombre d'enfants et de l'espacement des naissances

46. Les femmes ont accès aux contraceptifs modernes et à des services d'avortement sûrs en Lituanie. Aucune disposition spéciale ne restreint la contraception en Lituanie.

47. Les questions relatives à l'avortement sont régies par le décret n° 50 «De l'approbation de la procédure d'avortement» adopté par le Ministère de la santé en 1994. En vertu de ce décret, l'avortement peut être pratiqué sur demande de la femme jusqu'à la douzième semaine de grossesse. Après ce délai, l'avortement ne peut être pratiqué que si la grossesse menace la santé ou la vie de la femme. Lorsqu'il est pratiqué à la demande de la femme, l'avortement est payant. Les prestataires de santé publique appliquent pour cette procédure des honoraires qui vont de 135 à 211 litai. Les honoraires dépendent de la complexité de la procédure mais sont abordables pour la plupart des habitants. Les avortements pratiqués pour des raisons médicales sont gratuits.

Prévention des grossesses non désirées et méthodes de planification familiale

48. La dernière étude approfondie sur la contraception en Lituanie a été réalisée par le Centre de recherche démographique de l'Institut des études sociales en 2006-2007. L'étude a montré que le taux global d'utilisation de la contraception avait été multiplié par 1,5 entre 1994-1995 et 2006-2007, et s'élevait à 75 %.

49. De nombreuses méthodes de planification familiale sont disponibles en Lituanie. Les méthodes les plus courantes sont les dispositifs intra-utérins et la contraception hormonale. Environ 30 % des couples se servent de ces méthodes pour prévenir les grossesses non désirées.

50. La diminution sensible du nombre d'avortements réalisés à la demande de la femme est peut-être due de façon indirecte à l'utilisation accrue des contraceptifs modernes. Au cours des dix dernières années, le nombre d'avortements réalisés à la demande de la femme a diminué de plus de moitié (tableau 1). La même tendance peut être observée en ce qui concerne le taux d'avortement (tableau 2).

Tableau 1

Nombre d'avortements réalisés à la demande de la femme

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
16 174	13 590	12 362	11 434	10 569	9 889	9 427	9 451	8 875	7 891

Tableau 2

Nombre d'avortements légaux pour 1 000 femmes âgées de 15 à 49 ans

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
18,4	15,5	14,1	12,9	12,0	11,2	10,8	10,9	10,3	9,3

Source: Centre d'information de l'Institut d'hygiène et de santé.

51. La Lituanie a élargi l'accès aux médicaments contraceptifs d'urgence en 2008. L'Agence publique de contrôle des médicaments a changé de catégorie les médicaments contraceptifs d'urgence (Postinor-2 et Escapelle) que l'on peut se procurer sans ordonnance.

Sensibilisation des femmes et des hommes à la planification familiale

52. Le Ministère de la santé a financé des activités pour mieux faire connaître les questions relatives à la santé génésique, à planification familiale, à la contraception et à la prévention des maladies sexuellement transmissibles (en particulier chez les femmes des zones rurales) en 2008. Ainsi, 10 000 brochures concernant la santé génésique et la planification familiale ont été publiées et distribuées à des centres de soins de santé primaires. Des jeunes femmes ont eu la possibilité de suivre des conférences sur la contraception et la prévention des maladies sexuellement transmissibles. Ces activités ont été mises en œuvre dans le cadre du Programme national 2005-2009 en faveur de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, adopté par le Gouvernement lituanien en 2005.

Effets sur les femmes du projet de loi relatif à la protection de la vie avant la naissance

53. Le projet de loi relatif à la protection de la vie avant la naissance émane de membres de l'ancien Parlement lituanien (Seimas). L'examen du projet a été interrompu après l'élection à l'automne 2008 de l'actuel Parlement lituanien. Le projet de loi ne figure pas à l'ordre du jour de la session d'automne du Seimas.

Éducation sexuelle à l'école

54. Dans le cadre de la Stratégie nationale liée à la politique démographique 2005-2007, approuvée en vertu du décret n° 572 du Gouvernement lituanien daté du 23 mai 2005 (Journal officiel *Valstybės žinios*, 2005, n° 66-2367), le Ministère de l'éducation et de la science a adopté, le 7 février 2007, le décret n° ISAK-179 (Journal officiel *Valstybės žinios*, 2007 n° 19-740) portant approbation du programme d'éducation sexuelle et familiale, qui vise à préparer les élèves à la vie de famille et à acquérir une certaine maturité vis-à-vis de ces questions. Le programme comprend deux objectifs étroitement liés et complémentaires: l'éducation et la prévention. Les activités d'éducation ont notamment pour objet de préparer les jeunes à la vie et au mariage, de leur fournir des connaissances sur la famille, de leur donner un panorama général de la sexualité et d'acquérir maturité et moralité. Le programme vise aussi à ce que les jeunes respectent la vie humaine dès la conception et soient capables de nouer des relations matures, de s'occuper de leur santé sexuelle et de résister à l'influence négative de l'environnement. Les activités de prévention ont pour objet de prévenir les relations sexuelles précoces et les problèmes qui en découlent, l'exploitation sexuelle et le harcèlement, ainsi que la discrimination fondée sur le sexe. Le programme s'adresse à des élèves de tous les niveaux (préscolaire, préprimaire, primaire, enseignement de base et enseignement secondaire). Il est adapté aux enfants ayant des besoins spéciaux et est abordé dans le cadre de différentes matières sans alourdir le nombre d'heures prévues par le programme d'enseignement général.

55. En août-septembre 2010, à l'initiative du Ministère de l'éducation et de la science, le Centre de développement de l'éducation, en coopération avec le Ministère de la santé, le Ministère de l'intérieur, le Ministère des transports et des communications et d'autres partenaires, a élaboré un projet de programme-cadre sur la santé et la sécurité (ci-après appelé le projet). En vertu de ce projet, les programmes de promotion de la santé seront mis à jour et rendus plus systématiques, des objectifs généraux en matière de santé, de sécurité et d'éducation sexuelle seront définis et les résultats à obtenir pour l'enseignement primaire, de base et secondaire seront précisés. Des programmes de prévention et d'autres encore seront envisagés. Le projet sera mis en œuvre durant l'année scolaire 2011/12 dans le cadre des cours sur la sécurité et d'autres matières, et sera intégré dans l'enseignement non scolaire.
